



Intégrer le Changement climatique dans le processus de budgétisation

Module 5c: Etude de cas:

L'aide budgétisée luxembourgeoise au Sénégal

LuxDev

Expertise environnement et changement climatique

Pascale Junker

Dakar mai 2014



Spécificité du Programme Sénégal-Luxembourg

- Aide budgétisée. Les ressources luxembourgeoises alimentent le Budget consolidé d'investissement (BCI).
- Forte intégration dans le système national de gestion des finances publiques. Les mécanismes d'exécution des dépenses des programmes sectoriels appuyés par le Luxembourg sont ceux de l'Etat sénégalais.
- Pourquoi: efficacité, éviter doublons, réduire frais de transaction, appropriation



Dans les grandes lignes

BUDGET

- Exécution du programme confiée : au MEF et M. sectoriels
- Inscription des fonds dans la Loi de finances sénégalaise
 - dans le budget consolidé d'investissement - BCI
 - via le programme triennal d'investissement public PTIP

MOUVEMENTS

- LuxDev verse les fonds à la BCEAO
- Les crédits suivent l'intégralité de la chaîne de DP
- Le MEF confie les liquidations aux *trésoriers payeurs* *
- Les fonds sont traçables et non fongibles



Specificité du Programme Sénégal-Luxembourg

- Programme indicatif de coopération (bilatérale) de 30 mrd Fcaf, composé de 4 appuis:
 - SEN/027 : Programme de santé de base des trois régions du nord du Sénégal
 - SEN/028 : Programme d'appui à l'insertion et à la formation professionnelle
 - SEN/029 : Développement territorial, décentralisation, et bonne gouvernance
 - SEN/030 - tome 1 : Programme d'appui à l'exécution nationale (PAEX)
 - SEN/030 - tome 2 : Appui à l'exécution nationale, volet eau et assainissement



Prise en compte de l'environnement et du changement climatique

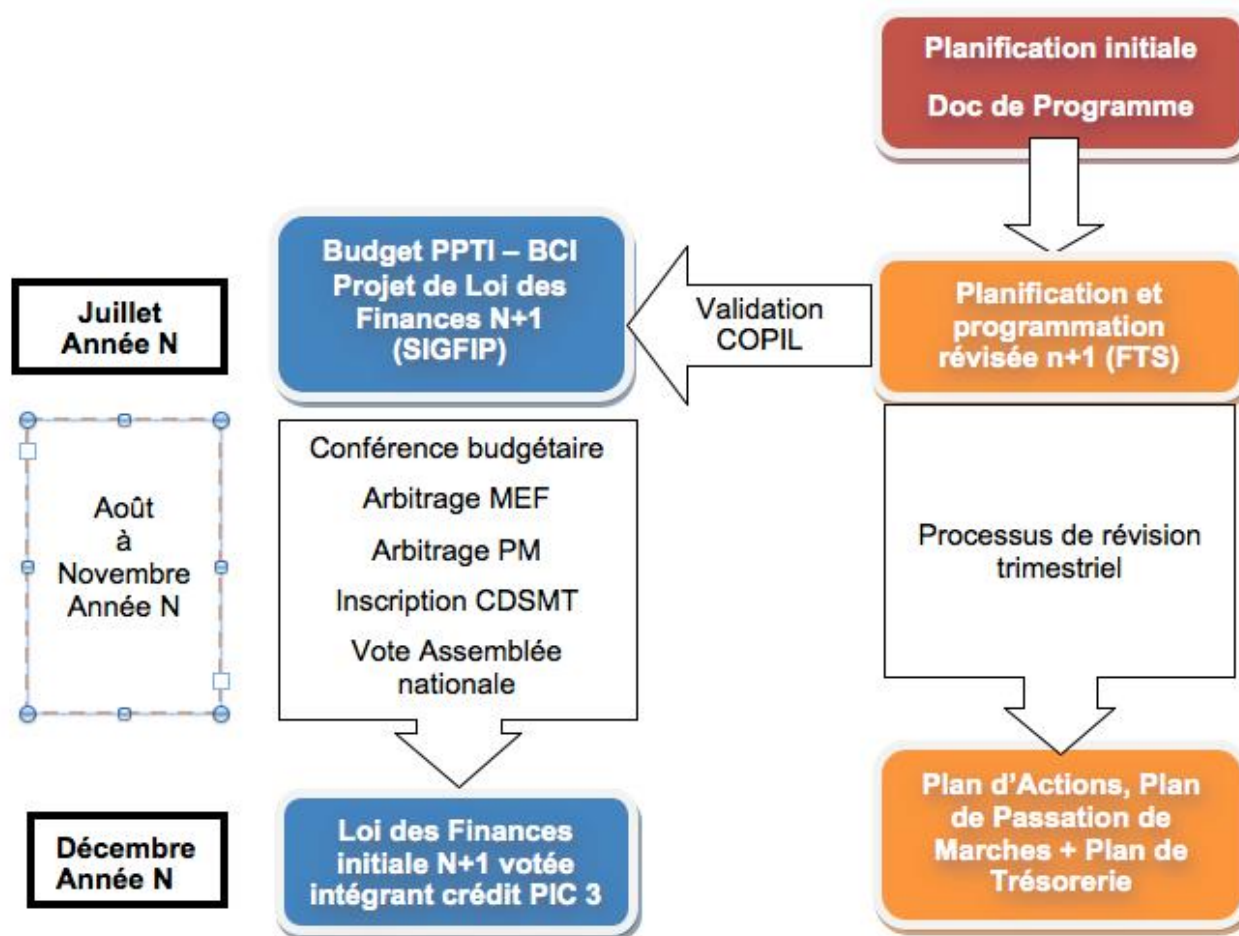
Secteur	Actions
Santé de base (SEN027)	<ul style="list-style-type: none">• Participation à la réparation des systèmes hydro-sanitaires détériorés ;• Analyse de la problématique de la gestion des déchets biomédicaux et proposition de mise en place d'un système adapté aux conditions locales ;• <u>assainissement</u> de l'environnement à travers les communautés et les réseaux intégrés du secteur de la santé (coordination des actions des différents groupes actifs dans ce domaine) ;• Mise en œuvre d'un plan de maintenance des équipements et bâtiments afin d'en garantir la longévité et la maîtrise à long terme des frais d'opération (durabilité);• <u>Elaboration</u> et Suivi de données statistiques et d'indicateurs sur le lien <u>env/clim</u> et la prévalence des maladies ;• Constructions <u>efficaces</u> et durables
FPT (SEN028)	<ul style="list-style-type: none">• Gestion / valorisation des déchets générés par les structures de FPT ;• Formation aux « métiers verts » ;• Valorisation des matériaux locaux, en vue de proposer des produits plus adaptés au climat et aux conditions locales (briques et carreaux à base d'argile, bâtiments économes en énergie, etc.) ;• Constructions <u>efficaces</u> et durables.

Prise en compte de l'environnement et du changement climatique

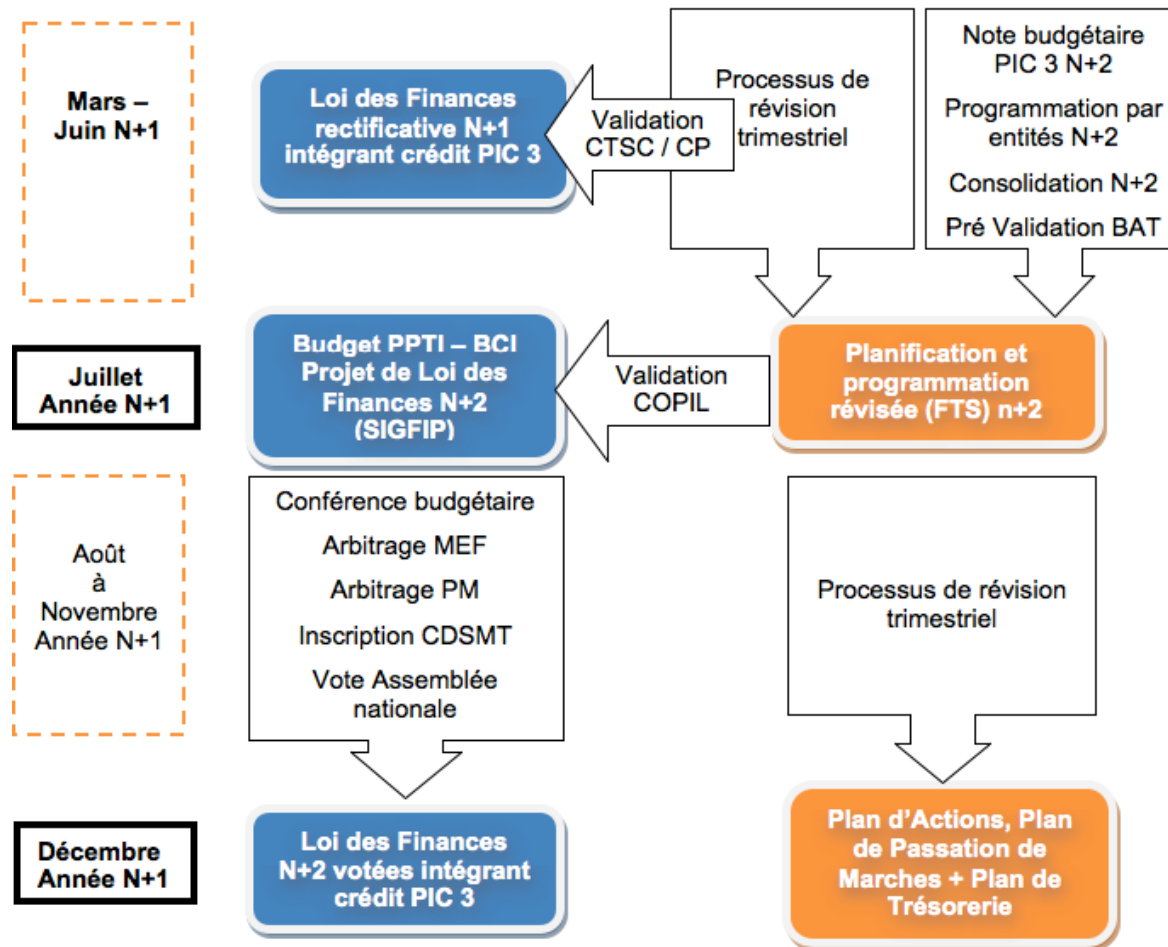
<p>Décentralisation (SEN029)</p>	<ul style="list-style-type: none">• Prise en compte de l'environnement dans les politiques et stratégies de décentralisation ;• Gestion des ordures ménagères comme moyen privilégié de garantir la qualité du cadre de vie, d'éviter la prolifération de certaines maladies, d'accéder à des activités génératrices de revenus et enfin, de procéder à une véritable éducation à l'éco-citoyenneté comme modalité d'accès à un cadre de vie de qualité et de lutte contre les comportements à risque ;• Action de contrôle citoyen <u>étendue</u> au secteur environnemental via l'intervention du Forum civil ;• Intégration de l'environnement dans la formulation et la mise en œuvre du plan de développement économique local de la région de Louga ;• Constructions <u>efficientes</u> et durables.
<p>Eau et Assainissement (SEN030)</p>	<ul style="list-style-type: none">• l'intégration des principes de gestion durable et intégrée de l'eau dans les critères de dimensionnement du manuel des projets eau et assainissement qui devront se faire en application ;• <u>formation</u> des agents des services déconcentrés aux procédures et outils d'évaluation environnementale ;• mise en place d'un centre national de documentation selon les principes de la construction bioclimatique, <u>efficiente</u> et durable ;• Mesures de protection de l'eau ;• Constructions <u>efficientes</u> et durables.



SEN-LUX: les différentes étapes de planification, programmation, budgétisation (1/2)



SEN-LUX: les différentes étapes de planification, programmation, budgétisation (2/2)



Planification et la budgétisation des crédits PIC III / exercice 2015

Etape	Activité	Responsable	Délais
Etape 1	Production d'un premier <u>draft</u> de note de cadrage	BAT / AT	22.04.2014
Etape 2	Partage et pré-validation par les CN	CN	25.04.2014
Etape 3	Communication de la note de cadrage PIC III au Ministère sectoriel	DCEF	12.05.2014
Etape 4	Elaboration des projets de plan d'action par les entités responsables	Entités responsables	01.06.2014
Etape 5	Consolidation des projets de plan d'action au niveau de chaque programme (atelier de planification)	Coordination nationale	10.06.2014
Etape 6	Arbitrage et validation technique des planifications consolidés (intégrant les reports de crédit)	CN + BAT	20.06.2014
Etape 7	Validation par COPIL du projet de plan d'action annuel	COPIL	Du 7 au 11 juillet
Etape 8	Inscription du plan d'action annuel dans le PTIP et le projet de loi des finances initiale 2015	MEF	31 août
Etape 9	Inscription des crédits par activité et par entité dans le SIGFIP	DAGE, CN	30 octobre
Etape 10	Validation du plan d'action annuel finalisé par le COPIL	COPIL	15 décembre
Etape 11	Vote de la loi des finances	Assemblée nationale	31 décembre



Prérequis incontournables

Programme conforme aux lettres de
politique sectorielle

Planification calée sur le CDSMT

Renforcement des capacités

Mitigation des risques



Points d'entrée pour intégrer le CC dans l'aide budgétisée ?

- A toutes les étapes: sensibilisation, lobby, renforcement des capacités

Planification:

- Convergence Document de programme - Politique sectorielle,
- Screening climatique ?
- Marquage ?
- Liste de vérification (Checklist)



Points d'entrée pour intégrer le CC dans l'aide budgétisée: Screening ?

C. Screening des risques climatiques

A	EXPOSITION DU PROJET	OUI	?	NON
1	<p>Les activités du projet seront-elles localisées dans une des zones géographiques suivantes, considérées comme étant particulièrement exposées aux effets de la variabilité et des changements climatiques?</p> <p>Si la réponse est 'oui', sélectionnez la (les) zone(s) géographique(s) pertinente(s):</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Aride ou semi-aride</i> • <i>Toundra</i> • <i>Écosystèmes fragiles incluant des zones riches en biodiversité, des agro-écosystèmes marginaux, des écosystèmes montagneux avec des zones dépendant de l'eau des glaciers, ...</i> • <i>Petits pays insulaires</i> • <i>Zones côtières basses</i> • <i>Zones deltaïques et zones inondables</i> 			
2	<p>Le projet inclura-t-il des activités dans au moins un des domaines suivants de coopération, considérés comme étant particulièrement exposés aux effets de la variabilité et des changements climatiques?</p> <p>Si la réponse est 'oui', sélectionnez la (les) zone(s) pertinente(s):</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Environnement et gestion durable des ressources naturelles, incluant foresterie et biodiversité</i> • <i>Infrastructure et transport, incluant le développement urbain et le traitement des déchets</i> 			

Points d'entrée pour intégrer le CC dans l'aide budgétisée: Screening ?

Résultat du screening des risques climatiques (cochez ce qui convient)		
<input type="checkbox"/> Projet à risque: <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Une évaluation approfondie des risques climatiques sera réalisée durant la formulation <input type="checkbox"/> Certains aspects pertinents seront traités dans le cadre d'une EIE (si une EIE est requise) <input type="checkbox"/> Une évaluation supplémentaire de certains aspects pertinents sera effectuée durant la formulation et les résultats suivis lors de l'exécution 		
<input type="checkbox"/> Pas ou peu de risque: Aucune prise en compte supplémentaire des risques climatiques n'est nécessaire		
<p><i>Expliquez brièvement sur quelle base on a pris cette décision. Si des évaluations supplémentaires doivent être réalisées durant la formulation, décrivez brièvement les principaux aspects à traiter (mesures d'adaptation, renforcement des capacités d'adaptation, mesures « sans-regret »⁴, mesures pour aborder les causes de la vulnérabilité, acquisitions faibles en carbone, mitigation, etc.).</i></p>		
Rôles, responsabilités et prochaines étapes		
Personne(s) responsable(s) des prochaines étapes:		
Chronogramme provisoire pour les prochaines étapes:		
Contrepartie nationale	Chef de l'équipe de formulation	Expert environnement LuxDev
Approuvé Date	Approuvé Date	Approuvé Date

Points d'entrée pour intégrer le CC dans l'aide budgétisée: Marquage ?

Code	Titre du projet	Marqueurs **						
		Egalité Homme Femme	Développement participatif / Bonne gestion des affaires publiques	Aide à l'environnement	Rio - Biodiversité	Rio - Changement climatique (mitigation)	Rio - Changement climatique (adaptation)	Rio - Combattre la désertification
Résultats	Titre résultats	Secteur de classification CRS (code à 5 chiffres) et description	Budget (EUR), en incluant T0 *					
			#DIV/0!					
			#DIV/0!					
			#DIV/0!					
			#DIV/0!					
			#DIV/0!					

Points d'entrée pour intégrer le CC dans l'aide budgétisée: Checklist

Coopération bilatérale

FICHE D'INTÉGRATION DES THEMES TRANSVERSAUX

Programmation/Identification/Formulation/Instruction

Desk :	_____	Pays :	_____	Modalité d'aide :	_____
Titre du projet/progr :	_____	Budget total :	_____	(EUR)	
		Durée du projet :	_____		
Code CAD Secteur d'intervention (SNPC) :	_____	Codes sous-secteurs :	_____		
Marqueurs CAD OCDE :					
Genre :	_____	Gouv. :	_____	Env. ¹ :	_____
				Biodiv. :	_____
Mitigat. :	_____	Adapt. :	_____	Désert. :	_____
				Capa :	_____

1. CADRE DE REFERENCE DU PAYS PARTENAIRE (MAE/LUXDEV)

- précisez le type d'informations recueillies et/ou les documents utilisés en vue de la programmation/identification/formulation du projet/programme :

Type de document	Environnement	Genre	Gouvernance/ Capacités
Profil Pays du thème pertinent	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
Politiques nationales thématiques	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
Evaluation Environnementale Stratégique (EES)	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
Profils/politiques/évaluations liés à la gouvernance ²			OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>



Points d'entrée pour intégrer le CC dans l'aide budgétisée: Checklist

8. CONCLUSION (MAE)

- les trois stratégies thématiques de la Coopération luxembourgeoise ont-elles été respectées et appliquées ?

OUI NON

Explicitez brièvement : _____

- de quelle manière les thèmes transversaux sont-ils traités dans le Document de Projet ?

Type de document	Environnement	Genre	Gouvernance/ Capacités
De façon transversale à travers le document ?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
Sous forme d'activités spécifiques ou en visant un/des résultats concrets ?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
De façon transversale et sous forme d'activités ?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
Ils sont absents du document	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
Explicitez brièvement			



Points d'entrée pour intégrer le CC dans l'aide budgétisée ?

- Programmation: logiciel Fasttrack temps-ressources
- Budgétisation: renforcement des capacités, marquage ?
- Exécution: Conformité environnementale des acquisition?
- Exécution: Fonds d'études et d'expertise
- Evaluation: Marquage, Indicateurs de durabilité



SCHEMA D'ALIGNEMENT DU SEN030 AU CDSMT DU MHA

Mission : Promouvoir, d'une manière durable, la gestion intégrée des ressources en eau ainsi que l'accès universel à l'eau potable et à des systèmes d'assainissement adéquats

Programmes	Composantes	financement
P 1 Programme Administration et Gestion	1- gestion stratégique	...
	2- Admin. générale	...
	3- Appui et réforme	...
P 2 Gestion Intégrée des Ressources en Eau	1- Fonds d'études	...
	2- eaux de surface	...
	5- PAGIRE	...
P3 Programme d'Accès à l'Eau Potable	1- PEPAM BAD	...
	2- PASEPAR	...
	3- PEPAM IDA	...
P4 Programme d'Accès à l'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	1- Dépollution Baie de Hann	...
	2- MCDAR	...
	8- PROEAU	...

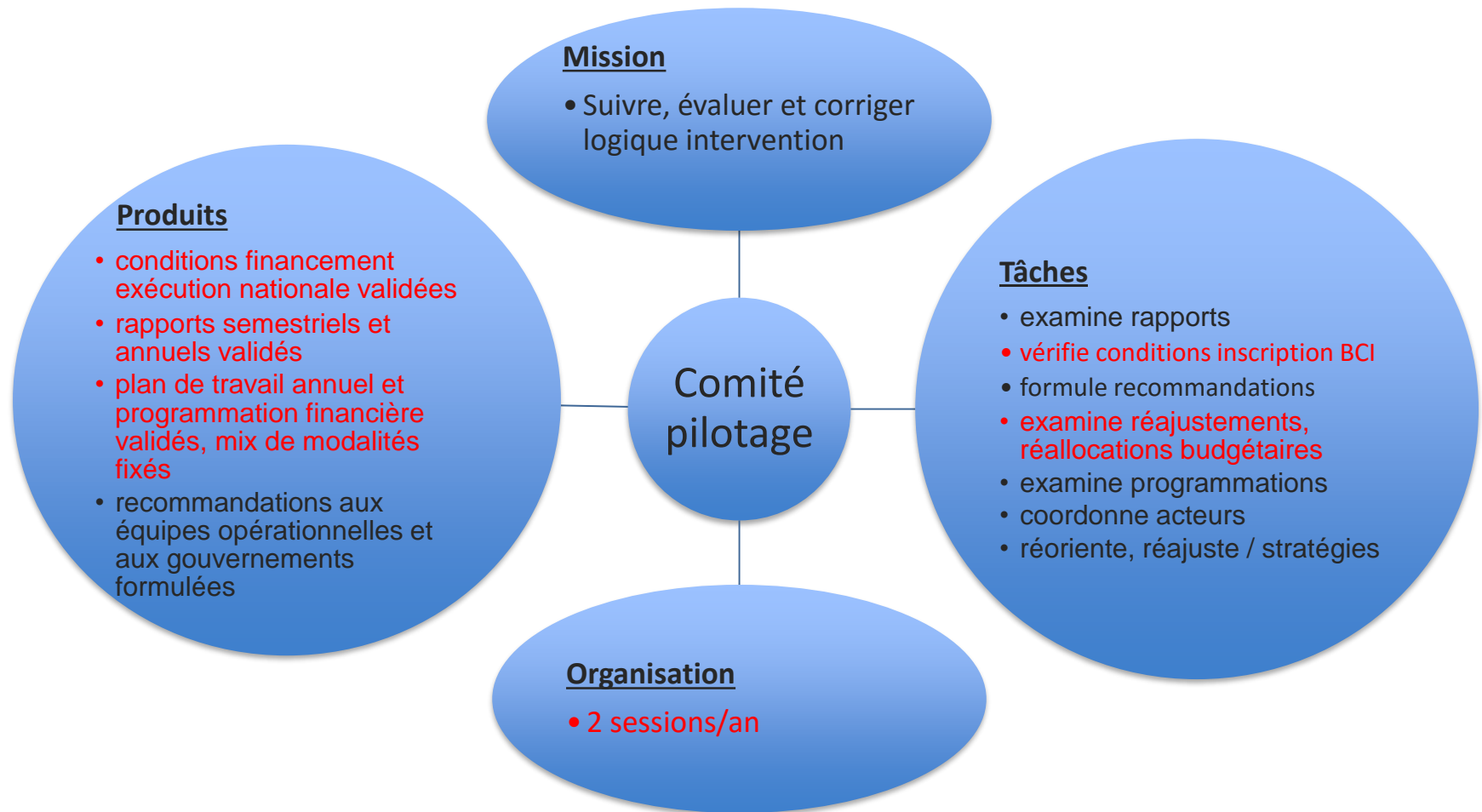
PRODOC SEN/030	
Résultats	Tâches
R2.1 R2.2	T7, T8, T9, T10
R2.4	T13, T14
<i>Coopération déléguée - Belgique</i>	
R2.3	T11, T12



Conséquences opérationnelles

- La planification de détail doit être anticipée de 4 à 18 mois
- La revue technique trimestrielle pour endosser la programmation, Comité de pilotage valide
- Lorsque le partenaire est doté d'un support informatique de planification ou budgétisation, celui-ci prévaut.
- Eviter une double procédure d'intégration du CC !

Suivi - Comité pilotage



SIGFIP - Système intégré de gestion des finances publiques

- SIGFIP: Support informatique national de budgétisation
 - Inscriptions budgétaires
 - Gestion des crédits, engagements, liquidations et ordonnancement
- Action remarquable de Coopération :

Avant : Uniquement des inscriptions par nature de dépense

Après :

- Présentation orientée programme – CDSMT
- Un accès à distance en lecture seule offert à LuxDev
- Développements à venir (SIGFIP- ASTER ; SIGFIP Régions)
- Extension du SIGFIP auprès des administrateurs de crédits dans les régions/départements de concentration du PIC III, Louga ou Matam, et dans un ou plusieurs secteurs pilote: santé et hydraulique



[SIGFP] - Systeme Integre de Gestion des Finances Publiques [JPGOOR@SIGFP]

Exploitation **Budget** Quil Execution Fenêtre

- parametres
- Budget ligne
- Budget Programme**
 - Lignes de depense et activites COSMT
 - Detail par activites
 - Edition

Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (S.I.G.FI.P)



Barreils

12.000

9.000

6.000

3.000

0 01 02 03 04est Jan 04

TP (MENU BAILLEUR DE FONDS)

	Prenoms & Nom JEAN PAUL GOOR	Ministère Ministère de l'Economie et des Finances	Date 22/04/2014 08:53
	Cede BAILLOND4	Fonction LUXDEV - Responsable Administratif et	



BAILLEUR DE FONDS

Système Intégré de Gestion des Finances Publiques

République du Sénégal

FR 08:57 22/04/2014



[ELABORATION BUDGETAIRE - FINANCEMENT EXTERIEUR] - Systeme Integre de Gestion des Finances Publiques - [SIGFIP]

Exploitation Budget Suivi Execution Fenêtre

Système Intégré de Gestion des Finances Publiques



Editions - Financement Exterieur] - Edition des Etats - Budget Programme

Prenoms & Nom JEAN PAUL GOOR **Bailleur** LUXEMBOURG **Date** 22/04/2014 08:5

Code BAILLUX04 **Fonction** LUXDEV - Responsable Administra

Budget

Exercice: 2014 Version budget: 1

Type budget: Loi de Finances Initiale

Critères de recherche

Section: 59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat

Chapitre: 44093313001 SEN028 - PROGRAMME D'APPLI A L'INSERTION ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Ligne:

Etats à éditer - repartition des dotations

- Par Programme, Activité et Ligne
- Par Ligne, Programme et Activité
- Par Programme et Activité
- Par Programme et Ligne
- Par Ligne et Programme
- Global par Programme
- Par Region, Structure et Ligne
- Par Ligne, Region et Structure
- Par Region et Structure
- Par Region et Ligne (tableau matriciel)
- Par Region et Ligne (tableau matriciel en millions)
- Global par Region

Editer
Quitter


Cliquer pour éditer



FR 09:00
22/04/2014



getjobid154603 (Objet application/pdf) - Mozilla Firefox
 Fichier Édition Affichage Historique Marque-pages Outils ?
 http://dev2.dgf.sn/7778/reports/nuserlet/getjobid154603?server=rep_dev2_homebusiness
 Débuter avec Firefox À la une
 Systeme Integre de Gestion des Fin... getjobid154603 (Objet applicatio...
 1 / 4 100% Rechercher

République du Sénégal

 Un Peuple - Un But - Une Foi

RESSOURCES EXTERIEURES

BUDGET PROGRAMME - REPARTION DES DOTATIONS (par Programme, Activité et Ligne de dépense)

BAILLEUR : LUXEMBOURG		Loi de Finance Initiale pour l'année 2014	
SECTION : 59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat		CHAPITRE : SEN028 - PROGRAMME D'APPUI A L'INSERTION ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE (code = 44093313001, PTIP = 45184)	

Programmes CDSMT	Activités CDSMT	Lignes de dépense	Dotation		
ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Elaborer et mettre en œuvre un plan d'actions visant l'extension du système d'apprentissage rénové dans la ZCO	6281: Frais mission intérieur du pays	51 000 000		
		6214: Carburant	7 500 000		
		6171: Frais de formation du personnel	52 000 000		
		6296: Conférences, congrès, séminaires	8 000 000		
		6232: Honoraires et commissions	15 000 000		
		6299: Autres achats biens et services	8 000 000		
		Total part de l'Activité	141 500 000		
		Renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage du MFPAA		6281: Frais mission intérieur du pays	3 000 000
				6299: Autres achats biens et services	6 000 000
				6214: Carburant	2 000 000
6421: Matériel informatique de bureau	5 000 000				
6171: Frais de formation du personnel	3 000 000				
6232: Honoraires et commissions	3 000 000				
Total part de l'Activité	22 000 000				
Mettre en place un fonds d'état destiné à l'insertion et à la		6281: Frais mission intérieur du pays	1 500 000		

Done

FR 09:02
22/04/2014



SUIVI DES PROPOSITIONS D'ENGAGEMENT



Prenoms & Nom **PAPA SIDY NDOYE**
Code **COF43123**

Ministere **Ministère de l'Economie et des Finances** Date **22/04/2014 14:42**
Fonction **COF - MIN. DE L'ECONOMIE ET DES FINAN**

Suivi des propositions d'engagement: Options d'edition

Gestion : Date debut : date fin : Procedure :

Imputations : Titres : Fonctionnement (titre3) Transferts courants (titre4) Investissements (titre 5) Transferts en capital (titre 6) CST (titre 7)

Section : Chapitre : Ligne :

Zones : Niveau central Niveau regional Global (centre et regions)

Modes d'edition : Details par section et par chapitre Details par COF
 Agregée par ligne Agregée par chapitre Agregée par section Agregée par COF

--Situation a editer --

Editer

Quitter





BONNEAU DE TRANSMISSION DES BONS D'EMBAIEMENT

EXPÉDITEUR :		BONNEAU NUMÉRO : 350001900009 Ref : 130902015		DESTINATAIRE :	
AROSAM Ministère de la Santé et de l'Action Sociale AMBASSADEUR DE L'UNITE DELL'UNITE - UNITE NBR SOCIAL		Nombre de dossiers : 1 Nombre de pages : 1 Montant total du Bonneau : 1 000 000 €		CORM101 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale CSE-DEL-RENTRES DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE	
Numéro de dossier	NOM	DATE	MONTANT		
14400001	HAIDAR HACHEM HAIDAN HACHEM	REGROUPE COORDINATION	1 000 000		
			1 000 000		

Par le bon : Passe le : Page : / Signature

MAYEL GORRA MUZZE



- CONSULTATIONS 2014**
- Plans de passations (553)
 - Avis généraux (128)
 - Appels d'offres (128)
 - Avis d'attribution (59)
 - Ententes directes (0)
 - Arrêtés de résiliation (1)
 - Contentieux(96)
 - Résolutions(0)
 - Saisines DCMP (4)

RECHERCHER UN AVIS

[Recherche avancée](#)

ALERTES

Soyez automatiquement alerté.

[Abonnez-vous](#)

LISTE ROUGE

Cliquez ici pour consulter la liste des entreprises exclues du droit à concourir pour l'obtention de marchés publics

DÉNONCIATIONS

Cliquez ici pour faire une dénonciation anonyme

STATISTIQUES

Cliquez ici pour consulter les statistiques

Accueil • Plans de passation

Consultation des plans de passation

Cet espace vous offre la possibilité de consulter le plan de passation des marchés des différentes structures de l'Etat.

Code des marchés Article 6

"Lors de l'établissement de leur budget, les autorités contractantes évaluent le montant total des marchés de fournitures, par catégorie de produits, des marchés de services par catégorie de service et des marchés de travaux qu'elles envisagent de passer au cours de l'année concernée et établissent un plan de passation des marchés comprenant l'ensemble de ces marchés, suivant un modèle type fixé par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés publics. Les plans de passation de marchés sont révisables. Les autorités contractantes doivent les communiquer à la Direction chargée du Contrôle des Marchés publics qui en assure la publicité ..."

	Etat (Administration centrale)	(33 plans publié(s) sur 48)
	Collectivités locales	(352 plans publié(s) sur 597)
	Etablissements Publics	(82 plans publié(s) sur 105)
	Sociétés nationales et Sociétés à participation publique majoritaire	(22 plans publié(s) sur 25)
	Agences	(31 plans publié(s) sur 44)
	Services déconcentrés	(12 plans publié(s) sur 12)
	Autres	(21 plans publié(s) sur 39)

Les autorités contractantes sont priées de vérifier la conformité des plans de passation publiés. En cas d'erreurs ou d'omissions, veuillez adresser un courriel à l'adresse suivantes : dcmp@minfinances.sn.

Les plans pour lesquelles les dates ont été exprimées en semaines ou en quinzaines, le premier ou le dernier jour du numéro de la semaine ou la quinzaine a été le plus souvent retenu pour les besoins de la saisie.



FPT Budgétisation par composante et activités 2014-16

Formation professionnelle et technique	2014	2015	2016	Total
Accès				
i) Construction	5 250 000 000	5 775 000 000	6 352 500 000	17 377 500 000
ii) Réhabilitation	727 000 000	799 700 000	879 670 000	2 406 370 000
iii) Équipement	3 506 511 000	3 857 162 100	4 242 878 310	11 606 551 410
iv) Subvention	1 000 000 000	1 100 000 000	1 210 000 000	1 331 000 000
sous-total Accès	10 483 511 000	10 431 862 100	11 475 048 310	31 390 421 410
Qualité				
i) Entretien et maintenance	100 000 000	110 000 000	121 000 000	331 000 000
ii) Examen/Evaluation	251 975 000	277 172 500	304 889 750	834 037 250
iii) Formation	5 370 720 660	5 907 792 726	6 498 571 999	17 777 085 385
iv) Insertion	2 438 385 900	2 682 224 490	2 950 446 939	8 071 057 329
v) Subvention	1 799 675 000	1 979 642 500	2 177 606 750	5 956 924 250
vi) Suivi/encadrement	23 381 000	25 719 100	28 291 010	77 391 110
sous-total Qualité	9 984 137 560	10 982 551 316	12 080 806 448	33 047 495 324
Gestion				
i) Supervision	42 295 750	46 525 325	51 177 858	139 998 933
ii) Subventions	102 800 000	113 080 000	124 388 000	340 268 000
iii) Coordination/pilotage	81 000 000	89 100 000	98 010 000	268 110 000
iv) Partenariat	27 731 750	30 504 925	33 555 418	91 792 093
v) Ressources humaines	5 733 286 000	6 306 614 600	6 937 276 060	18 977 176 660
vi) Ressources matérielles et financières	24 932 000	27 425 200	30 167 720	82 524 920
sous-total Gestion	6 012 045 500	6 613 250 050	7 274 575 055	19 899 870 605
Sous-total -programme	26 479 694 060	28 027 663 466	30 830 429 813	84 337 787 339



Santé Budgétisation par composante et activités 2014-16

TABLEAU BUDGETISATION PAR PROGRAMMES ET PAR ACTIONS

PROGRAMMES ET ACTIONS	BUDGET 2014	BUDGET 2015	BUDGET 2016
Appui aux groupes vulnérables	1'532'089'540	2'298'134'310	3'447'201'465
ACTION SOCIALE	1'532'089'540	2'298'134'310	3'447'201'465
Gouvernance sanitaire	18'417'466'660	27'626'199'990	41'439'299'985
Audit/contrôle	72'971'000	109'456'500	164'184'750
Coordination/Suivi/Evaluation	18'012'113'980	27'018'170'970	40'527'256'455
Planification	332'381'680	498'572'520	747'858'780
Prévention et prise en charge de la maladie	16'554'027'830	24'831'041'745	37'246'562'618
Sida	1'477'000'000	2'215'500'000	3'323'250'000
Gestion des urgences	731'723'000	1'097'584'500	1'646'376'750
Hygiène assainissement	3'361'119'720	5'041'679'580	7'562'519'370
IEC/CCC	277'438'640	416'157'960	624'236'940
Lutte contre les infections Nosocomiales (ou infections associées aux soins)	51'749'000	77'623'500	116'435'250
Maladies chroniques à soins coûteux	6'798'698'000	10'198'047'000	15'297'070'500
Maladies tropicales négligées (MTN)	55'826'250	83'739'375	125'609'063
Paludisme	3'314'493'220	4'971'739'830	7'457'609'745
Santé bucco dentaire	36'841'000	55'261'500	82'892'250
Surveillance et riposte face aux épidémies	150'000'000	225'000'000	337'500'000
Tuberculose	299'139'000	448'708'500	673'062'750
Renforcement du système de santé	69'141'767'360	103'712'651'040	155'568'976'560
Accès aux médicaments et produits spécifiques	1'728'688'880	2'593'033'320	3'889'549'980
Couverture risque maladie	6'236'831'300	9'355'246'950	14'032'870'425
Fonctionnement courant	32'791'509'360	49'187'264'040	73'780'896'060
infrastructures / Equipements / Maintenance	18'960'634'000	28'440'951'000	42'661'426'500
Ressources Humaines	8'509'135'820	12'763'703'730	19'145'555'595
Système d'information sanitaire	113'827'000	170'740'500	256'110'750
Transferts courants	801'141'000	1'201'711'500	1'802'567'250
Santé de la mère du nouveau né de l'enfant et de l'adolescent	12'678'436'360	19'017'654'540	28'526'481'810
Maternité à moindre risque	7'101'224'360	10'651'836'540	15'977'754'810
Nutrition	18'000'000	27'000'000	40'500'000
PCIME	71'708'000	107'562'000	161'343'000
PEC communautaire de la femme enceinte	150'000'000	225'000'000	337'500'000
PEV	4'171'000'000	6'256'500'000	9'384'750'000
Santé Néonatale	1'166'504'000	1'749'756'000	2'624'634'000
Total général	118'323'787'750	177'485'681'625	266'228'522'438



Hydraulique&Assainissement : Budgétisation par programmes et composante et activités 2013-15

OBJECTIFS SECTORIELS	PROGRAMMES	PROJETS/COMPOSANTES	PROGRAMMATION BUDGETAIRE			
			2013	2014	2015	TOTAL
Promouvoir la BG et les outils de S&E de la politique sectorielle	P1 Administration et gestion	1-Gestion stratégique	75 000 000	125 000 000	0	200 000 000
		2-Administration générale				
		TOTAL Programme 1	75 000 000	125 000 000	-	200 000 000
I-« Promouvoir une gestion intégrée et efficace des RE pour la satisfaction des besoins liés à tous les usages »	P2 Programme GIRE	1.Fonds d'Etudes PAGIRE	100 000 000	100 000 000	75 000 000	275 000 000
		5.Programme de maîtrise des eaux de surface et de ruissellement des petits bassins versant	100 000 000	400 000 000	400 000 000	900 000 000
		6.Prog de gestion durable des réserves stratégiques et zones humides du LG	1 200 000 000	3 000 000 000	4 251 000 000	8 451 000 000
		TOTAL Programme 2	1 400 000 000	3 500 000 000	4 726 000 000	9 626 000 000
	P3 PAEP	1-PEPAM 12 multi village	945 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000	5 445 000 000
		2-PEPAM UEMOA	1 250 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000	4 750 000 000
		3-BAD I	70 000 000			70 000 000
		4-Ndiomone-Palmerin	600 000 000	-	-	600 000 000
		5-PEPAM BAD II	6 027 000 000	6 722 000 000	-	12 749 000 000
		6-PEPAM IDA	5 500 000 000	6 500 000 000	4 750 000 000	16 750 000 000
		7-Renouvellement anciens forages	900 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	5 900 000 000
		8-Japon 13.5	2 500 000 000	3 500 000 000	0	6 000 000 000
		9-PEPAM/BADEA (Iles du Saloum)	1 080 000 000	2 500 000 000	3 620 000 000	7 200 000 000
		10-PAMAF	2 780 000 000	0	0	2 780 000 000
		11-Branchements particuliers	275 000 000	500 000 000	563 000 000	1 338 000 000
		12-PEPAM USAID	2 750 000 000	3 500 000 000	1 500 000 000	7 750 000 000
		13-Fourniture CP/CD	275 000 000	300 000 000	325 000 000	900 000 000
		14-PEPAM-COREE	1 000 000 000	1 500 000 000	0	2 500 000 000
		15-Dotation FNH	1 480 000 000	1 500 000 000	2 069 000 000	5 049 000 000
		16-Cérémonies religieuses	370 000 000	297 000 000	300 000 000	967 000 000



Collectivités locales: Budgétisation par programmes, composantes et activités 2013-15

Objectif sectoriel	Programmes	Composantes/projets	MONTANT			
			2013	2014	2015	TOTAL
Os 1 - <u>C</u> éer un environnement favorable au développement durable des collectivités locales à travers l'approfondissement de la décentralisation et une politique cohérente de l'aménagement du territoire	1. Gestion et développement du secteur	Gestion administrative	17 226 200 000	17 339 200 000	17 364 200 000	51 929 600 000
		Coordination et planification	1 209 120 194	2 740 000 000	1 660 000 000	5 609 120 194
	total 1		18 435 320 194	20 079 200 000	19 024 200 000	57 538 720 194
	2. Renforcement des capacités	renforcement Institutionnel	200 000 000	330 000 000	340 000 000	870 000 000
		Gouvernance locale	0	240 000 000	245 000 000	485 000 000



Plan de renforcement des capacités « CC » de l'aide budgétisée

<i>Fonction</i>	<i>Risques identifiés</i>	<i>Niveau de risque</i>
A. Planification, suivi évaluation B. Gestion des finances publiques C. Passation des Marchés publics D. Gestion des ressources humaines	La dimension « Environnement » n'est pas suffisamment internalisée par les ministères partenaires	Elevé

Lgen de

Risques identifiés :

Rouge : risque élevé

Jaune : risque significatif

Orange : risque modéré

Vert : risque faible



Exercice de groupe: Aide budgétisée sensible au CC ?

Constituer autant de groupes que de secteurs (Santé, FPT, Hydraulique&Assainissement, Aménagement territorial et Collectivités locales)

Proposez des actions de mitigation des risques identifiés et de renforcement des capacités en vue d'une meilleure intégration du CC dans les ministères partenaires

Exercice de groupe: Aide budgétisée sensible au CC ?

Risques identifiés	-Actions de mitigation des risques -Actions de RC	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Moyens de vérification	Structure(s) concernée(s) (central, local)	Délais
Risque élevé La dimension « Environnement » n'est pas suffisamment internalisée par les ministères partenaires	Mit :				
	RC :				

Exercice de groupe: Budget sensible au CC ?

Risques identifiés	-Actions de mitigation des risques -Actions de RC	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Moyens de vérification	Structure(s) concernée(s)	Délais
Risque élevé La dimension « Environnement » n'est pas suffisamment internalisée par les ministères partenaires	Associer la Direction de la Planification et de la Veille Environnementale, aux revues conjointes des programmes et aux Comités de pilotage du PIC III	Les budgets 2015 des 4 ministères partenaires sont sensibles à l'Environnement (liste des objectifs et indicateurs disponible)	Budgets 2015 des 4 ministères partenaires	DPVE	2014
	Favoriser la prise en compte des questions liées à l'environnement dans les processus de planification, programmation et SE	Le budget 2015 est sensible à l'Environnement (ex. introduction d'objectifs de durabilité économique, écologique, sociale)	Budget 2015	MEDD DGB CEP DAGE MS PCRBF UE	2014
	Accompagner les Ministères sectoriels dans l'élaboration de leur stratégie Environnement et de leur Plan d'Action Environnement	Les stratégies et plans d'action Environnement sont élaborés et mis en œuvre	Stratégie et Plan disponibles	MEDD Ministères sectoriels	2014
	Appuyer la Direction de la Planification et de la Veille Environnementale en expertise pour l'amélioration des systèmes de gestion de l'information	Le système informatisé de gestion et partage de données est opérationnel dès 2015	Rapports de suivi, évaluation, PV de réunions	Direction de la Planification et de la Veille Environnementale	2015

Merci pour votre attention



Respect
Intégrité
Solidarité
Efficacité

www.luxdev.lu

